

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 33.874/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 juillet 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur", a donné le 18 novembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.874/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 juli 2002 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur", heeft op 18 november 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet d'arrêté prévoit, en son titre II, chapitre premier, section 3, des dispositions relatives aux taximètres et aux dispositifs répétiteurs qui y sont couplés. Il convient, dès lors, d'examiner si le projet n'aurait pas dû être notifié à la Commission européenne, conformément à la directive 98/34/CE du Parlement et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Cette directive concerne les spécifications techniques, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire, de jure ou de facto, pour la commercialisation ou l'utilisation d'un produit dans un Etat membre ou dans une partie importante de cet Etat.

Les dispositions relatives aux taximètres et aux dispositifs répétiteurs répondent à cette définition. Dès lors, l'arrêté en projet doit, avant son adoption, être notifié à la Commission européenne.

2. Le 4 novembre 1998, la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis 27.357/4 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur".

Le 18 juin 2001, la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 relatif aux tests comportementaux des candidats-chauffeurs de taxis. L'avis précisait que le contenu de l'arrêté devait être repris dans le projet d'arrêté général qui était alors toujours en préparation.

Le 17 octobre 2001, la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis 32.186/4 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux certificats de capacité des chauffeurs de taxis" ⁽¹⁾.

Selon une jurisprudence constante, lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence; il ne lui appartient dès lors plus, de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, et ce, non seulement lorsqu'elles ont été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis, mais également lorsqu'elles demeurent inchangées.

L'avis ne portera, dès lors, que sur les dispositions nouvelles par rapport aux trois projets déjà examinés ainsi que sur les observations rendues nécessaires soit par la modification de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, par l'ordonnance du 11 juillet 2002 soit par l'évolution de la législation dans d'autres domaines.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. L'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, a été modifiée par une ordonnance du 11 juillet 2002 et non du 5 juillet 2002.

Par ailleurs, l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, a également été modifiée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2001 portant introduction de l'euro dans les ordonnances et les arrêtés d'exécution en matière de Finances.

⁽¹⁾ Devenu l'arrêté du 31 janvier 2002, arrêté qui n'a jamais été publié.

2. Il y a lieu de viser dans le préambule les dispositions que le projet abroge.

Dispositif

Article 2

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, dispose que :

"Nul ne peut exercer la profession d'exploitant de services de taxis s'il ne satisfait pas aux conditions de moralité, de solvabilité et de qualification professionnelle qui suivent."

Dans cette disposition, le projet reproduit des règles figurant déjà aux articles 3 et 6 de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, elle doit être omise.

Article 5

Au dernier alinéa, mieux vaut écrire, in fine : "la carte d'exploitant visée à l'article 54, § 2".

Article 6

A l'alinéa 1^{er}, troisième ligne, les mots "ou trois" sont inutiles. En effet, si l'exploitant est tenu, selon la version française d'engager "au moins" deux chauffeurs à temps partiel, cela implique qu'il peut en engager trois ou même plus.

Si, par contre, l'auteur du projet entend limiter à trois le nombre de chauffeurs par véhicule, les mots "au moins" sont de trop.

Article 7

Cet article vise le certificat de sélection médicale et l'attestation d'aptitude délivrés en application de la réglementation fédérale.

L'avis 27.357/4 précité avait rappelé que :

"En exigeant la production du «certificat de sélection médicale délivré par le ministère de la Santé publique», la disposition en projet fait référence à un document prévu par l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicales des conducteurs de véhicules à moteur.

Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre 1998, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, ce certificat est remplacé par une «attestation d'aptitude»⁽²⁾. Les certificats de sélection médicale délivrés antérieurement restent toutefois valables jusqu'à la date limite de leur validité."

Comme la date de validité des derniers certificats de sélection médicale expirera le 1^{er} octobre 2003, mieux vaut ne plus faire référence à ces certificats que dans une disposition transitoire du projet.

La même observation vaut pour les autres articles du projet qui mentionnent les certificats de sélection médicale.

Article 12

Lorsque les articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, seront entrés en vigueur, les extraits du casier judiciaire qui seront délivrés ne feront plus de distinction selon le bénéficiaire de l'extrait. Il n'y aura donc plus d'extraits spécifiquement destinés aux administrations publiques⁽³⁾.

⁽²⁾ Voir spécialement les articles 43 et 44 de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

⁽³⁾ Voir la circulaire du 1^{er} juillet 2002 portant modification et coordination de la circulaire du 6 juin 1962 portant instructions générales relatives aux certificats de bonne conduite, vie et moeurs, publiée au Moniteur belge du 6 juillet 2002, qui anticipe même l'application de la réforme.

La même observation vaut pour les articles 23, 63, § 2, 2°, 78, § 2, alinéa 2, 92, 1°, 95, 1°, et 102, 2°.

Articles 13 et 17

Il est inutile de rappeler que la réussite des tests comportementaux et des examens est une condition pour obtenir le certificat de capacité permettant d'exercer la profession de chauffeur de taxi. Ces exigences résultent déjà de l'article 12, 6° et 7°, du projet.

Article 17

1. Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "du présent arrêté portant règlement de police relatif à l'exploitation des services de taxis" sont inutiles et doivent être omis.

2. Au paragraphe 4, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "(...) dans chacun des trois examens".

Article 23

1. Le Conseil d'Etat se demande s'il ne serait pas opportun de prévoir que la revalidation des certificats de capacité peut s'opérer dans les mêmes délais que la revalidation des autorisations d'exploiter prévue à l'article 7, § 2, de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, c'est-à-dire entre le 1^{er} janvier et le 30 juin de chaque année (et non entre le 1^{er} janvier et le 31 mars).

2. L'alinéa 3 prévoit quelle est la sanction si un chauffeur n'a pas fait revalider son certificat de capacité pendant trois années consécutives.

.../...

Préalablement, il convient de préciser quelle est la sanction si un chauffeur ne fait pas revalider son certificat de capacité pendant une ou deux années. Le Conseil d'Etat suppose que, dans ce cas, le certificat de capacité ne sera plus valable. Il convient de le préciser expressément.

Article 28

Au paragraphe 2, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la gendarmerie n'existe plus. Elle a été remplacée par la police fédérale.

La même observation vaut pour l'article 36.

Article 29

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison la règle prévue à l'alinéa 2 ne s'applique qu'aux "chauffeurs qui ont obtenu leur certificat de capacité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 32

Au paragraphe 1^{er}, les 10°, 12° et 13° doivent être omis. En effet, l'article 28, alinéa 3, de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, contient des règles identiques.

Chapitre II - Demandes d'autorisation

Ce chapitre concerne les procédures relatives aux différentes demandes prévues dans l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée.

Pour être complet, il convient de préciser la procédure relative à la demande de poursuite d'activité prévue à l'article 10 de l'ordonnance.

.../...

De même, le Conseil d'Etat se demande pour quelle raison la procédure d'augmentation et de diminution du nombre de véhicules faisant l'objet de l'autorisation d'exploiter n'est pas prévue dans le projet. Une telle possibilité d'augmentation ou de diminution du nombre de véhicules faisant l'objet de l'autorisation d'exploiter est pourtant prévue à l'article 11 de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée.

Article 50

1. Au 6°, mieux vaut écrire "le cas échéant, les mentions exigées par l'avis publié au Moniteur belge, conformément à l'article 5, alinéa 6, de l'ordonnance".

2. Dans la mesure où l'article 50 concerne également les demandes d'extension du nombre de véhicules pouvant être exploités par un exploitant déjà titulaire d'une autorisation d'exploiter, le Conseil d'Etat se demande si, par analogie avec la procédure de renouvellement d'une autorisation prévue à l'article 56, § 2, d'autres éléments relatifs à la situation de l'exploitant ne devraient pas être fournis (preuve de l'assurance pour les véhicules qu'il exploite déjà, liste des chauffeurs, etc.).

De même, la section de législation n'aperçoit pas toujours clairement pour quelle raison certains documents exigés du cessionnaire par l'article 63, § 2, ne sont pas également exigés en cas de demande d'autorisation d'exploiter ou de demande d'extension du nombre de véhicules.

Article 58

L'alinéa 2 dispose que le renouvellement de l'autorisation est accordé par le Gouvernement "pour la durée qu'il détermine" alors que l'article 54, § 1^{er}, relatif à l'autorisation, ne précise pas que le Gouvernement peut en fixer la durée.

En réalité, l'article 7 de l'ordonnance du 27 avril 1995 dispose déjà que l'autorisation et ses renouvellements ont une durée de sept années, sauf si, en cas de circonstances particulières inscrites dans l'acte d'autorisation ou de renouvellement, une durée inférieure est prévue.

Il est dès lors suggéré, à l'article 58, alinéa 2, de supprimer les mots "pour la durée qu'il détermine".

Articles 59 à 61

Ces articles concernent les demandes d'autorisation de disposer d'un véhicule de réserve au sens de l'article 4, § 2, de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, et les demandes d'autorisation de disposer d'un véhicule de remplacement au sens de l'article 8, alinéa 2, de la même ordonnance.

Ils doivent, dès lors, être regroupés dans une section 4 traitant spécifiquement de ces questions.

Article 60

La section de législation n'aperçoit pas le sens des mots "sans préjudice de l'article 38, 2°, du présent arrêté", cet article ne comprenant pas de 2°.

Article 61

La seconde phrase dispose que :

"Après examen de la demande et de ses annexes, le Gouvernement refuse ou octroie l'autorisation."

S'agissant de l'autorisation de disposer d'un véhicule de remplacement, cette disposition est contraire à l'article 8, alinéa 2, in fine, de l'ordonnance qui prévoit que "la décision sur la demande est prise par l'administration lorsqu'elle l'accueille et par le Gouvernement lorsqu'elle la rejette".

Article 63

1. Au paragraphe 2, 1°, le Conseil d'Etat se demande ce qu'est le "document d'immatriculation" visé. S'il s'agit de l'immatriculation au registre du commerce, il convient de le mentionner précisément.

2. Les statuts d'une société ne sont pas "enregistrés" au greffe du tribunal de commerce mais "déposés" ⁽⁴⁾.

3. Au paragraphe 2, 3°, la section de législation se demande ce qu'est l'"attestation de gestion de base" qui y est visée. Il convient d'identifier de manière plus précise ce document.

4. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le paragraphe 2, 9°, s'applique uniquement en cas de "division".

Article 77

S'agissant du paragraphe 2, 1°, la référence à l'article 32, § 2, 12°, doit être adaptée en fonction de l'observation formulée sous ce dernier article.

Article 92

1. Le certificat d'immatriculation mentionné au 3° est visé à l'article 16 (et non 5) de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

⁽⁴⁾ Article 67, § 1^{er}, du Code des sociétés.

2. Le certificat de visite mentionné au 3° est prévu à l'article 24, § 1^{er} (et non 23, § 1^{er}, 2°), de l'arrêté royal du 15 mars 1968, comme le mentionne d'ailleurs correctement l'article 95, 7°, du projet.

Article 112

1. Le projet abroge l'arrêté du 31 janvier 2002 relatif aux certificats de capacité des chauffeurs de taxi. Or, cet arrêté n'a jamais été publié au Moniteur belge.

Si, cependant, cet arrêté a été adopté de manière régulière, il a acquis force exécutoire, de sorte que son abrogation se justifie.

2. L'article 112 abroge l'arrêté royal du 2 avril 1975 portant règlement de police relatif à l'exploitation des services de taxis, à l'exception de l'article 4.

L'article 43, § 1^{er}, qui, dans les limites des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de taxis ⁽⁵⁾, règle l'utilisation des taximètres, reproduit le contenu de l'article 4 de l'arrêté royal du 2 avril 1975, précité.

Il y a donc lieu d'abroger également l'article 4 précité.

⁽⁵⁾ C.A., arrêt n° 56/96 du 15 octobre 1996.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Titel II, hoofdstuk 1, afdeling 3, van het ontwerpbesluit bevat bepalingen betreffende de taximeters en de daaraan gekoppelde versterkers. Er behoort dan ook te worden nagegaan of het ontwerp niet ter kennis had moeten worden gebracht van de Europese Commissie, overeenkomstig richtlijn 98/34/EG van het Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

Die richtlijn heeft betrekking op de technische specificaties, met inbegrip van de hierop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die de jure of de facto moeten worden nageleefd voor het verhandelen of het gebruik van een product in een lidstaat of in een groot deel van een lidstaat.

De bepalingen betreffende de taximeters en de versterkers beantwoorden aan die definitie. Het ontworpen besluit moet dan ook, voordat het wordt goedgekeurd, ter kennis worden gebracht van de Europese Commissie.

2. Op 4 november 1998 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State een advies 27.357/4 uitgebracht over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur".

Op 18 juni 2001 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State een advies uitgebracht over een ontwerp dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2001 betreffende de gedragstesten van de kandidaten-taxichauffeur is geworden. In dat advies stond dat de inhoud van het besluit overgenomen moest worden in het ontwerp van algemeen besluit dat destijds nog in voorbereiding was.

Op 17 oktober 2001 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State een advies 32.186/4 uitgebracht over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de bekwaamheidsattesten voor taxichauffeurs" ⁽¹⁾.

Wanneer de afdeling wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze, volgens een vaste rechtspraak, haar bevoegdheid opgebruikt; het komt haar derhalve niet meer toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of deze ongewijzigd zijn gebleven dan wel of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn.

Het advies zal bijgevolg alleen gaan over de bepalingen die nieuw zijn ten opzichte van de drie ontwerpen die reeds zijn onderzocht en over de opmerkingen die noodzakelijk zijn als gevolg van de wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, als gevolg van de ordonnantie van 11 juli 2002 of van de evolutie van de wetgeving op andere gebieden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. De ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur is gewijzigd bij een ordonnantie van 11 juli 2002, doch niet van 5 juli 2002.

Bovendien is de genoemde ordonnantie van 27 april 1995 ook gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 13 december 2001 tot invoering van de euro in de ordonnanties en de uitvoeringsbesluiten inzake Financiën.

⁽¹⁾ Dat ontwerp van besluit is het besluit van 31 januari 2002 geworden, dat nooit is bekendgemaakt.

2. In de aanhef moeten de bepalingen worden vermeld die bij het ontwerp worden opgeheven.

Dispositief

Artikel 2

Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt het volgende :

"Niemand mag het beroep van exploitant van taxidiensten uitoefenen indien hij niet voldoet aan volgende voorwaarden inzake zedelijkheid, solvabiliteit en beroepsbekwaamheid.".

In die bepaling van het ontwerp worden regels overgenomen die reeds in de artikelen 3 en 6 van de genoemde ordonnantie van 27 april 1995 staan. Die bepaling moet vervallen.

Artikel 5

Het zou beter zijn aan het einde van het laatste lid te schrijven : "de in artikel 54, § 2, bedoelde exploitatiekaart".

Artikel 6

Indien de steller van het ontwerp het aantal chauffeurs per voertuig wil beperken tot drie, kan de Nederlandse versie van het eerste lid gehandhaafd blijven. Zo niet behoort ze in overeenstemming te worden gebracht met de Franse versie ervan, zoals die in de Franse tekst van het advies is voorgesteld.

Artikel 7

Dit artikel heeft betrekking op het getuigschrift (lees : bewijs) van medische keuring en het geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de federale regelgeving.

In het reeds genoemde advies 27.357/4 is op het volgende gewezen :

"Door te eisen dat het «bewijs van medische keuring uitgereikt door het Ministerie van Volksgezondheid» wordt overgelegd, verwijst de ontworpen bepaling naar een document waarvan sprake is in het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen.

Sedert de inwerkingtreding op 1 oktober 1998 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, is dat «bewijs» vervangen door een «rijgeschiktheidsverklaring» ⁽²⁾. De voorheen afgegeven «bewijzen van geneeskundige schifting» blijven evenwel geldig tot de uiterste geldigheidsdatum ervan."

Aangezien de geldigheidsdatum van de laatste bewijzen van medische keuring zal verstrijken op 1 oktober 2003, zou het beter zijn alleen nog in een overgangsbepaling van het ontwerp naar die bewijzen te verwijzen.

Dezelfde opmerking geldt voor de overige artikelen van het ontwerp waarin sprake is van de bewijzen van medische keuring, die in de artikelen 12 en 26 van het ontwerp ten onrechte respectievelijk met de woorden "medisch getuigschrift" en "bewijs van medische schifting" worden aangeduid.

Artikel 12

Wanneer de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreger in werking zullen zijn getreden, zal bij de uittreksels uit het strafregister die worden afgegeven geen onderscheid meer worden gemaakt naargelang van

⁽²⁾ Zie inzonderheid de artikelen 43 en 44 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.
.../...

de persoon voor wie het uittreksel bestemd is. Er zullen dus geen uittreksels meer zijn die specifiek bestemd zijn voor openbare besturen ⁽³⁾.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 23, 63, § 2, 2°, 78, § 2, tweede lid, 92, 1°, 95, 1°, en 102, 2°.

Artikelen 13 en 17

Het is overbodig erop te wijzen dat het slagen voor de gedragstests en voor de examens een voorwaarde is om het bekwaamheidsattest te behalen dat toegang verleent tot het beroep van taxichauffeur. Die vereisten blijken reeds uit artikel 12, 6° en 7°; van het ontwerp.

Artikel 17

1. In paragraaf 2, derde lid, zijn de woorden "van het huidig besluit houdende politiereglement betreffende de exploitatie van de taxidiensten" overbodig en moeten ze vervallen.

2. In paragraaf 4, tweede lid, schrijve men "(...) voor elk van de drie examens".

Artikel 23

1. De Raad van State vraagt zich af of het niet geraten zou zijn te bepalen dat het opnieuw geldig verklaren (niet : de revalidatie of het revalideren) van de bekwaamheidsattesten kan geschieden binnen dezelfde termijn als het opnieuw geldig verklaren van de exploitatievergunningen waarvan sprake is in artikel 7, § 2, van de

⁽³⁾ Zie de omzendbrief van 1 juli 2002 tot wijziging en coördinatie van de omzendbrief van 6 juni 1962 houdende de algemene onderrichtingen betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 6 juli 2002, die zelfs vooruitloopt op de toepassing van de hervorming.

genoemde ordonnantie van 27 april 1995, dat wil zeggen tussen 1 januari en 30 juni van ieder jaar (doch niet tussen 1 januari en 31 maart).

2. In het derde lid wordt bepaald welke straf wordt opgelegd aan chauffeurs die hun bekwaamheidsattest gedurende drie opeenvolgende jaren niet opnieuw geldig hebben laten verklaren.

Eerst dient te worden bepaald wat de straf is wanneer een chauffeur zijn bekwaamheidsattest gedurende één of twee jaar niet opnieuw geldig heeft laten verklaren. De Raad van State veronderstelt dat het bekwaamheidsattest in dat geval niet meer geldig is. Dat dient uitdrukkelijk te worden bepaald.

Artikel 28

In verband met paragraaf 2 wordt de steller van het ontwerp er opmerkzaam op gemaakt dat de rijkswacht niet meer bestaat. Ze is vervangen door de federale politie.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36.

Artikel 29

De Raad van State ziet niet in waarom de regel vervat in het tweede lid alleen geldt voor de "chauffeurs die hun bekwaamheidsattest hebben behaald voor het van kracht worden van (dit) besluit".

Artikel 32

In paragraaf 1 moeten de onderdelen 10°, 12° en 13° vervallen. Artikel 28, derde lid, van de voormelde ordonnantie van 27 april 1995 bevat immers identieke regels.

Hoofdstuk 2 - Vergunningsaanvragen

Dit hoofdstuk heeft betrekking op de procedures voor de onderscheiden aanvragen waarin de voormelde ordonnantie van 27 april 1995 voorziet.

Met het oog op de volledigheid behoort te worden aangegeven welke procedure geldt voor de aanvraag om voortzetting van de activiteit waarvan sprake is in artikel 10 van de ordonnantie.

In dit verband vraagt de Raad van State zich voorts af waarom het ontwerp geen procedure bevat voor de verhoging of de verlaging van het aantal voertuigen waarvoor de exploitatievergunning geldt. De mogelijkheid om het aantal voertuigen waarvoor een exploitatievergunning is afgegeven te verhogen of te verlagen, is nochtans vervat in artikel 11 van de voormelde ordonnantie van 27 april 1995.

Artikel 50

1. In onderdeel 6° is het beter te schrijven "in voorkomend geval de vermeldingen vereist bij het bericht dat in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 5, zesde lid, van de ordonnantie".

2. Doordat artikel 50 eveneens betrekking heeft op aanvragen om uitbreiding van het aantal voertuigen dat geëxploiteerd mag worden door een exploitant die al houder is van een exploitatievergunning, vraagt de Raad van State zich af of, zoals bij de procedure voor de vernieuwing van een vergunning waarin artikel 56, § 2, voorziet, niet nog andere gegevens betreffende de situatie van de exploitant zouden moeten worden verstrekt (bewijs van verzekering voor de voertuigen die hij reeds exploiteert, lijst van chauffeurs, enz.).

Zo ook is het voor de afdeling wetgeving niet altijd duidelijk waarom bepaalde stukken die de cessionaris krachtens artikel 63, § 2, dient over te leggen, niet eveneens vereist zijn bij een aanvraag om een exploitatievergunning of bij een aanvraag om een uitbreiding van het aantal voertuigen.

.../...

Artikel 58

Volgens het tweede lid wordt de hernieuwing van de vergunning toegekend door de Regering "voor de door haar bepaalde duur", terwijl artikel 54, § 1, welke bepaling betrekking heeft op de vergunning, niet bepaalt dat de Regering de duur van de vergunning kan vaststellen.

Artikel 7 van de ordonnantie van 27 april 1995 bepaalt evenwel reeds dat de duur van de vergunning en van de vernieuwingen ervan zeven jaar bedraagt, tenzij, in geval van bijzondere omstandigheden ingeschreven in de akte houdende vergunning of vernieuwing, een kortere duur wordt bepaald.

Bijgevolg wordt voorgesteld om in artikel 58, tweede lid, de woorden "voor de door haar bepaalde duur" te schrappen.

Artikelen 59 tot 61

Deze artikelen hebben betrekking op de aanvragen om een vergunning voor het beschikken over een reservevoertuig in de zin van artikel 4, § 2, van de voormelde ordonnantie van 27 april 1995 en op de aanvragen om een vergunning voor het beschikken over een vervangingsvoertuig in de zin van artikel 8, tweede lid, van dezelfde ordonnantie.

Die bepalingen moeten bijgevolg een afdeling 4 vormen waarin die kwesties specifiek behandeld worden.

Artikel 60

De afdeling wetgeving ziet niet in wat bedoeld wordt met de woorden "onverminderd artikel 38, 2°, van dit besluit", aangezien dat artikel geen onderdeel 2° bevat.

Artikel 61

De tweede zin luidt als volgt :

"Na onderzoek van de aanvraag en de bijlagen ervan beslist de Regering over het al of niet toekennen van de vergunning."

Aangezien het hier gaat om de vergunning voor het beschikken over een vervangingsvoertuig, is deze bepaling in strijd met artikel 8, tweede lid, in fine, van de ordonnantie, welke bepaling als volgt luidt : "De beslissing over de aanvraag wordt genomen door de Administratie ingeval van aanvaarding en door de Regering ingeval van verwerping".

Artikel 63

1. In verband met paragraaf 2, onderdeel 1°, vraagt de Raad van State zich af wat bedoeld wordt met "het inschrijvingsdocument" waarvan daarin sprake is. Als daarmee een bewijs van inschrijving in het handelsregister wordt bedoeld, moet dat uitdrukkelijk worden vermeld.

2. De statuten van een vennootschap worden niet "geregistreerd" maar "neergelegd" ter griffie van de rechtbank van koophandel ⁽⁴⁾.

3. Wat paragraaf 2, onderdeel 3°, betreft, vraagt de afdeling wetgeving zich af wat het "getuigschrift van basisbeheer" is waarvan daarin sprake is. Er moet nauwkeuriger worden aangegeven welk document bedoeld wordt.

4. De Raad van State ziet niet in waarom paragraaf 2, onderdeel 9°, alleen geldt in geval van "verdeling".

⁽⁴⁾ Artikel 67, § 1, van het Wetboek van vennootschappen.

Artikel 77

In paragraaf 2, onderdeel 1°, moet de verwijzing naar artikel 32, § 2, onderdeel 12°; worden aangepast op grond van de opmerking die over dat artikel 32 is gemaakt.

Artikel 92

1. Het "certificat d'immatriculation" waarvan in onderdeel 3° sprake is, wordt geregeld bij artikel 16 (en niet bij artikel 5) van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, in welk besluit als Nederlands equivalent van dat begrip niet "inschrijvingsbewijs" maar "kentekenbewijs" wordt gebruikt.

2. Het "certificat de visite" waarvan in datzelfde onderdeel 3° sprake is, wordt geregeld bij artikel 24, § 1, (en niet bij artikel 23, § 1, 2°) van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, in welk besluit als Nederlands equivalent van dat begrip niet "keuringsattest" maar "keuringsbewijs" wordt gebruikt. Overigens bevat artikel 95, onderdeel 7°, van het ontwerp wel een juiste verwijzing naar dat besluit.

Artikel 112

1. Bij het ontwerp wordt het besluit van 31 januari 2002 betreffende de bekwaamheidsattesten voor taxichauffeurs opgeheven. Dat besluit is evenwel nooit in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Als dat besluit evenwel op regelmatige wijze is aangenomen, heeft het executoriale kracht gekregen, zodat de opheffing ervan gerechtvaardigd is.

2. Artikel 112 schrijft de opheffing voor van het koninklijk besluit van 2 april 1975 houdende politiereglement betreffende de exploitatie van de taxidiensten, met uitzondering van artikel 4 ervan.

.../...

Artikel 43, § 1, dat binnen de grenzen van de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake taxi's ⁽⁵⁾ het gebruik van de taximeter regelt, neemt de inhoud over van artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 2 april 1975.

Bijgevolg dient ook het voormelde artikel 4 te worden opgeheven.

⁽⁵⁾ Arbitragehof, arrest nr. 56/96 van 15 oktober 1996.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,
J. van COMPERNOLLE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,
assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS